

1MA SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2026

29 È 30 DI GHJINNAGHJU

1^{ère} SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2026

29 ET 30 JANVIER

N°2026/E1/007

**REPONSE DE MADAME LAUDA GUIDICELLI-SBRAGGIA A LA QUESTION
DEPOSEE PAR MONSIEUR PIERRE POLI AU NOM DU GROUPE
AVANZEMU**

OBJET : État des établissements scolaires du secondaire

Monsieur le Conseiller,

Je vous remercie pour votre question qui me donne l'occasion de saluer le travail et la mobilisation au quotidien des agents de la Collectivité de Corse. Il est essentiel de couper court au discours réducteur laissant entendre que la Collectivité de Corse ne fait rien. La réalité est que nous sommes pleinement mobilisés chaque jour au service de nos établissements et de notre jeunesse.

Je rappelle l'engagement fort des équipes de la Direction adjointe des infrastructures d'enseignement. Elles travaillent, elles s'impliquent, elles se rendent disponibles pour améliorer les conditions d'accueil de nos élèves et de nos enseignants.

Les urgences sont traitées, les problèmes de sécurité pris en charge, et ce, dans le cadre de nos compétences.

Vous siégez depuis longtemps dans cette Assemblée, vous connaissez donc les compétences de l'institution. Pourtant, au regard de votre question et de ce qu'elle laisse sous-entendre, il me semble nécessaire de rappeler notre champ d'intervention au bénéfice des collèges et lycées.

La Collectivité de Corse assure le financement, la construction, l'équipement et l'entretien des 47 établissements publics du second degré. Ces bâtiments accueillent du public, et même un

public très nombreux : chaque jour, ce sont 48 000 élèves qui y circulent. Cela représente près de 390 000 m² à entretenir, avec des besoins et des coûts considérables. Cette compétence, transférée par l'État sans aucune compensation financière, constitue une responsabilité lourde et exigeante pour la Collectivité de Corse, c'est une compétence qui demande un investissement continu.

Depuis 2018, nous avons consacré près de 100 millions d'euros pour ces bâtiments scolaires.

Cela nous impose de choisir, d'arbitrer, de prioriser.

La sécurité des élèves, elle, ne se discute pas. C'est pourquoi nous avons été très attentifs aux alertes de la cité scolaire de Montesoru : à la suite du blocage du 13 janvier, une rencontre a eu lieu et des mesures concrètes ont été actées avec les équipes pédagogiques.

Au lycée du Finosellu, dès le signalement de la panne de la chaudière principale, l'établissement a immédiatement basculé sur la chaudière secondaire pour assurer la continuité du service. Vous le savez d'ailleurs parfaitement, puisque le député Paul-André Colombani a été informé de la situation. Cela a conduit à une rencontre réunissant M. Colombani, Mme Fagni (élue siégeant au CA) et Mme Vitte la cheffe d'établissement, afin d'apporter des réponses aux parents d'élèves inquiets des conditions d'internat.

La situation est rentrée dans l'ordre assez rapidement grâce à l'implication des équipes de l'établissement.

Notre action est-elle donc devenue invisible ? Je ne le crois pas.

Finalement, votre question nous donne l'occasion de rappeler le travail quotidien de nos agents et leurs résultats, sans verser dans la démesure, pour reprendre votre expression.

Depuis 2024, la Collectivité de Corse a investi au sein du Finosellu à travers le plateau de soins à la personne qui est aujourd'hui pleinement fonctionnel, mais également à travers le plateau hôtellerie, qui a, lui, bénéficié d'investissements majeurs en 2022.

S'agissant de la formation agricole, je rappelle que notre île a la chance de compter deux établissements, à Borgu et à Sartè. Nous croyons très fort à l'avenir des métiers agricoles car ils sont dans l'ADN de la Corse. Et je me permets de rappeler que nous soutenons ces établissements aussi, à chaque fois que leur Ministère tente de baisser leurs moyens en matière d'enseignement.

Pour le lycée agricole de Sartè, attention aux exagérations. Pour parler de chiffres, ce sont 326 000 € qui ont été investis en travaux et équipements depuis 2024. Sans compter la partie fonctionnement qui s'élève à 582 000 € pour le BTS GEMEAU-ACSE. Enfin, face aux diverses difficultés et urgences rencontrées par l'établissement depuis de nombreuses années, la Collectivité de Corse a toujours répondu présente. La dernière intervention en date concerne d'ailleurs les réparations et le remplacement du ballon d'eau chaude.

Est-ce cela, négliger le monde agricole ?

Non. Nous ne négligeons pas, nous accompagnons, nous soutenons. Nous faisons en sorte que ces établissements vivent, qu'ils puissent accueillir dans de bonnes conditions nos jeunes, qu'ils puissent les former, leur donner un avenir — *per i nostri ghjovani, è per ch'elli possinu campà in terra soia*.

Au-delà de chaque cas particulier, notre méthode reste la même. Diagnostiquer, intervenir - y compris dans l'urgence – et programmer. Toujours en lien avec les équipes des établissements et le Rectorat.

Notre volonté est de renforcer l'effort d'investissement en faveur des collèges et des lycées, afin de répondre de manière concrète aux besoins exprimés sur l'ensemble du territoire. Le Programme pluriannuel d'investissement est en cours d'élaboration, et nous travaillons à le doter de ressources diversifiées. Nous envisageons d'y intégrer un volet spécifique dans le cadre du PTIC, de solliciter des financements auprès de la Banque européenne d'investissement et de mobiliser les fonds européens. L'objectif est clair : réunir tous les leviers disponibles pour soutenir une politique éducative ambitieuse.

Je peux comprendre que le contexte électoral donne de l'inspiration pour tenter de dénoncer certaines choses. Mais les faits sont les faits. Les chiffres et les montants ne trompent pas. Vous ne nous prendrez pas en défaut sur ce sujet. L'engagement est là. La volonté d'agir en faveur des jeunes, des étudiants, des enseignants et des agents est toujours aussi forte. Et si je reste uniquement sur l'éducation au sens large, la Collectivité de Corse dépense a minima plus de 500 euros par jeune, cela ne concerne pas les transports scolaires que le Président du Conseil exécutif a tenu à rendre gratuits par souci d'équité et pour garantir l'accès aux études.

Je ne compte pas non plus les dizaines de millions d'euros investis dans le sport à destination des jeunes, tout comme l'enveloppe « Pass Cultura » ou encore le « Sporti'Pass ».

Je ne parle pas non plus du budget des transports des enfants et des jeunes en situation de handicap.

Alors oui, j'aimerais disposer de toujours plus de budget. De faire plus, plus vite, plus grand. Mais nous agissons, nous sommes mobilisés. Et nous ne le sommes pas seulement à la veille des échéances électorales.

U nostru scopu hè chjaru : accompagnà i professori, e squadre pedagogiche, impegnassi cù passione per a nostra Ghjuventù per custruì l'avvene di u nostru populu.

A ringraziavvi !